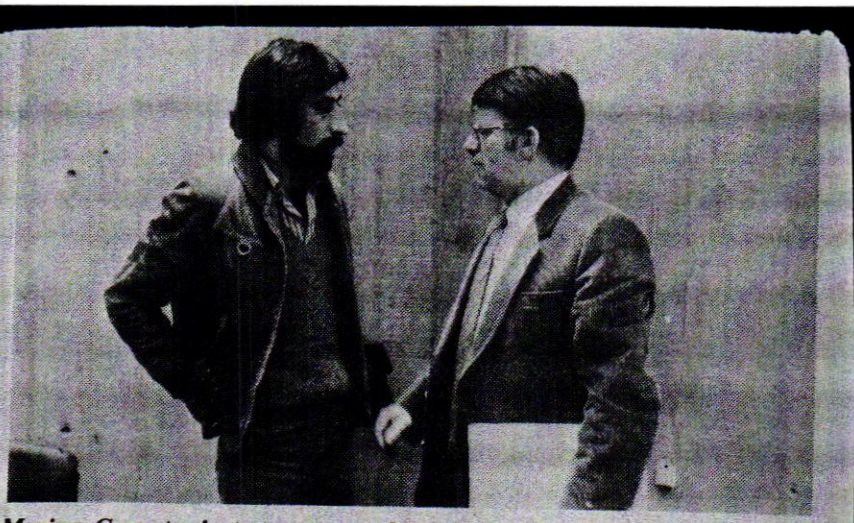


Maxime Gremetz s'entretenant avec M. Sevki, porte-parole des organisations kurdes de Turquie, hier après-midi, au siège du PCF.

9/3/84 L'Humanité
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Urgent : arracher à la mort les grévistes de la faim

Une déclaration de Maxime Gremetz

Douze organisations turques et du Kurdistan de Turquie ont été reçues au siège du Comité central. Elles ont informé de la situation dramatique des prisonniers politiques et des méthodes répressives utilisées par la dictature turque.
A l'issue de cette rencontre, Maxime Gremetz, membre du Bureau politique, secrétaire du Comité central, a fait la déclaration suivante :

« Aujourd'hui, dramatiques et insoutenables, les messages des grévistes de la faim de la sinistre prison de Diyarbakir au Kurdistan nous parviennent. Des mères qui ont tout perdu, elles qui pour tout bien n'avaient que leurs enfants, ont fait éclater comme elles le pouvaient la vérité :

Onze grévistes de la faim sont morts. Onze jeunes, garçons et filles de moins de vingt ans.

D'autres les remplacent : le mouvement de grève au Kurdistan touche également d'autres régions, la prison Mamak, à Ankara, notamment.

Comment imaginer tant d'atroces souffrances ? Comment ne pas entendre cet appel dramatique lancé à la conscience universelle ?

Le Parti communiste français n'a cessé de dénoncer la dictature d'Evren et d'apporter sa solidarité aux démocrates.

Le gouvernement de Turquie, issu de la farce électorale de novembre 1983, soutenu par toute la droite européenne, ose prétendre que la démocratie existe maintenant dans ce pays.

Ce cynisme est intolérable.

L'état de siège est toujours en vigueur dans la plupart des provinces.

La presse est muselée.

Le nombre des emprisonnés — plus de 100.000 — s'accroît. Aux 4.000 peines de mort demandées en 1983, s'ajoutent maintenant des dizaines d'autres. 180 personnes ont été exécutées dans des opérations de police. La torture a tué plus de 150 prisonniers.

Le procès de la centrale syndicale DISK se poursuit et les menaces les plus lourdes pèsent sur les accusés.

Les membres du Conseil de la paix de Turquie ont été condamnés à des peines de cinq à huit ans de prison.

Sous la chape de plomb qui pèse sur la Turquie, tout un peuple vit sous la menace permanente de la répression.

Aujourd'hui, une urgence s'impose. Faire tout pour que soient arrachés à la mort les grévistes de la faim et que leur soient garantis leurs droits les plus élémentaires.

Il est possible dans notre pays de créer un grand courant d'opinion en faveur des détenus des geôles de Turquie, pour obtenir la vie sauve de tous les condamnés à mort, la libération de tous les prisonniers politiques.

Nous travaillons à réaliser le plus large rassemblement pour ces objectifs.

Nous appelons les travailleurs, les jeunes, tous les démocrates à exprimer par des télégrammes, messages, pétitions à l'ambassade de Turquie (1) leur vigoureuse condamnation et exiger :

Halte aux exécutions, à la torture, à la répression ! Respect des droits de l'homme en Turquie !

(1) Ambassade de Turquie, 17, rue d'Ankara, Paris-16e.

● **LE BUREAU EXECUTIF** du Parti socialiste a fait part hier de *« sa très vive émotion devant les graves événements survenus à la prison de Diyarbakir, en Turquie »* et demandé *« que les autorités gouvernementales et militaires turques cessent les tortures et les brimades et respectent la dignité humaine et les droits élémentaires de tous les citoyens de ce pays »*.